A Blois, le 9 septembre 2014

DECLARATION LIMINAIRE DE SOLIDAIRES-FINANCES PUBLIQUES
CTL DU 9 SEPTEMBRE 2014

Madame la Présidente,

Le transfert annoncé du siège du SPF de Romorantin à Blois au 1er novembre 2014 est emblématique de la Démarche stratégique et de son plan triennal dit « d'adaptation des structures et du réseau de la DGFIP », qui amorce une politique de destruction du maillage territorial de notre réseau. Ce maillage forme pourtant l'élément clé de notre administration qui d'une part répond aux attentes des usagers particuliers, professionnels et des collectivités locales, d'autre part assure une cohérence nationale pour éviter la désertification des territoires ruraux. De plus, le service public de proximité contribue largement au maintien du lien social auprès de populations fragilisées et précarisées par la crise économique...

Ce transfert ne serait-il qu'une première étape vers d'autres fermetures de services et de postes, malgré les vives réactions et inquiétudes qui nous ont été témoignées tant par les élus locaux que par les usagers, particuliers comme professionnels. Le site de Romorantin a pourtant déjà été dépourvu de nombreuses missions ces dernières années, parallèlement à la fonte inquiétante de ses effectifs. L'annonce faite lors du Conseil des Ministres du 2 juillet dernier avait largement de quoi nous inquiéter sur le maintien du service public de proximité de la Fonction Publique d'Etat, puisqu'il y était rapporté qu'une « *revue des missions sera conduite pour identifier celles qui relèvent des missions fondamentales de l'Etat et celles qui doivent être abandonnées ou exercées différemment* ». En clair, il s'agit de réduire les implantations, réduire les missions et amplifier le mouvement de réduction du nombre d'agents. Le tout numérique est l'alibi idéal avancé pour justifier cette politique. Pour nous, toutes les missions sont complémentaires et doivent être conservées et renforcées.

Ne comptez pas sur nous pour regarder sans réagir la destruction de notre réseau et de nos outils de travail.

Nous maintenons nos analyses et nos revendications : refus des suppressions de postes comptables envisagées, maintien du nombre suffisant des emplois afin que l'avenir de ces postes soit viable, comblement des vacances de postes et création de postes à la hauteur de notre charge de travail. Nous réaffirmons la nécessité du maintien d'une administration de proximité au service des citoyens, qui doit rester une priorité dans le fonctionnement de la démocratie locale.